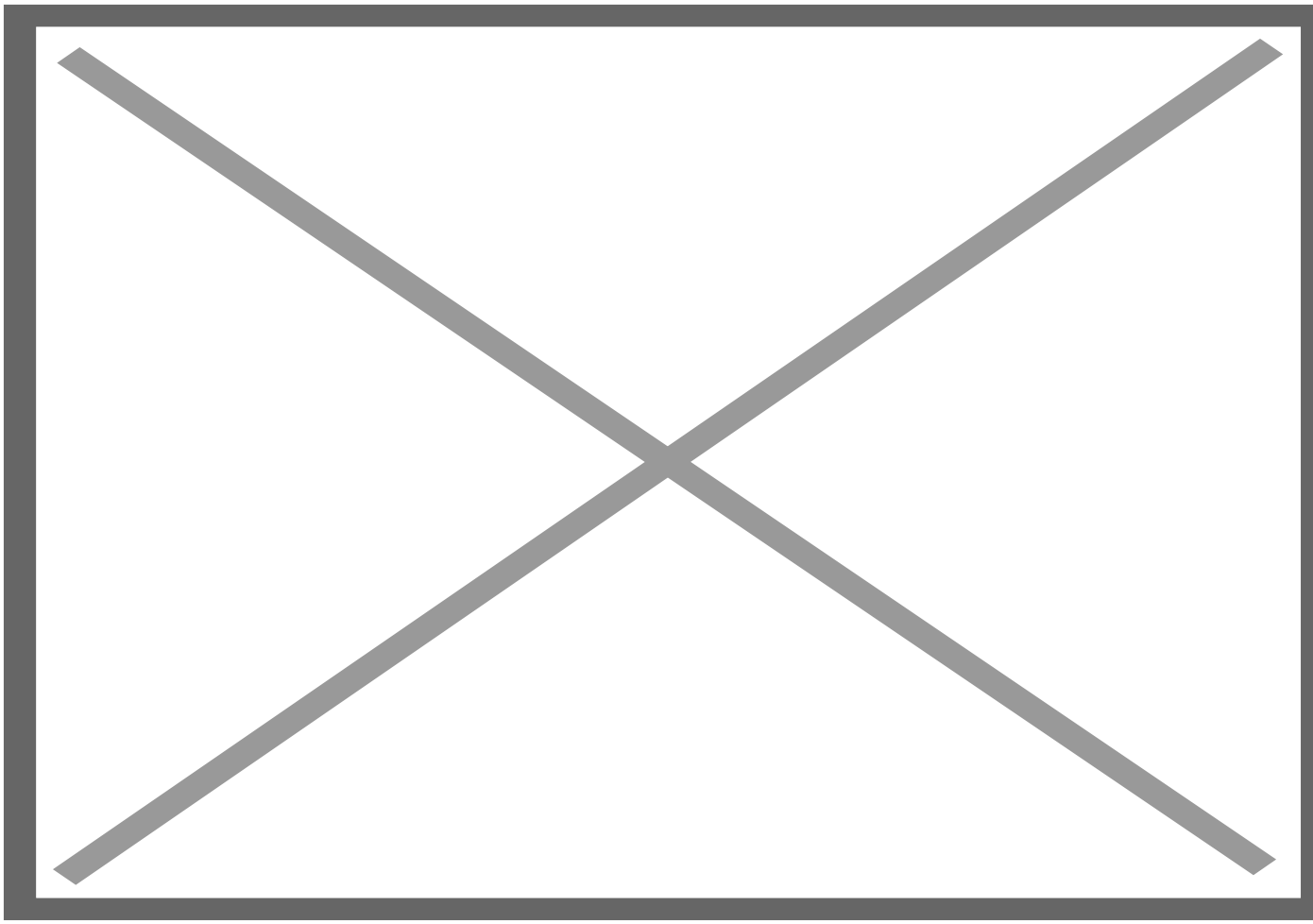
La Knesset israÃ©lienne sâ??apprÃªte Ã adopter la peine de mort pour la rÃ©sistance palestinienne

Description

La Knesset israÃ©lienne se dirige vers la lÃ©galisation dâ??une pratique qui existe depuis longtemps dans les faits : la peine de mort pour les Palestinien.nes qui rÃ©sistent.

Par Mariam Barghouti, le 6 Mars 2023



La Knesset israÃ©lienne (Photo: Debbie Hill-Pool/Getty Images)

Ce mercredi 1er Mars, lâ??assemblÃ©e pleiniÃ¨re de la Knesset israÃ©lienne a approuvÃ© une premiÃ¨re lecture dâ??un nouveau projet de loi visant Ã imposer la peine de mort aux prisonnier.es palestinien.nes condamnÃ©.es pour â??terrorisme.â?•

Dans un vote Ã 55 pour 9, le projet de loi, soutenu par le Premier Ministre israÃ©lien Benyamin Netanyahou et poussÃ© par le dÃ©putÃ© Limon Sonn Har Melech du parti Otzma Yehudit. Ce projet de loi est aussi commanditÃ© par le dÃ©putÃ© Oded Forer, du parti dâ??extrÃªme droite Yisrael Beiteinu aux cÃ´tÃ©s dâ??un autre projet de loi similaire, un genre dâ??annexe.

Le projet de loi stipule que la peine de mort devrait Ãªtre imposÃ©e Ã ceux et celles qui â??intentionnellement, ou par indiffÃ©rence, ont causÃ© la mort Ã des citoyen.nes israÃ©lien.nes lorsque lâ??action a pour motif le racisme ou la haine envers un certain public â?¦ et avec lâ??objectif de nuire Ã lâ??Ã?tat dâ??IsraÃ«l et Ã la renaissance du peuple juif sur sa terre.â?•

Lors de la prÃ©sentation de la premiÃ¨re lecture ce mercredi, le dÃ©putÃ© Har Melech a expliquÃ© que ce projet de loi â??vient aprÃ¨s des dÃ©cennies de fiertÃ© nationale dÃ©shonorÃ©e et des milliers de personnes tuÃ©es, jusquâ??Ã ce que la nation dâ??IsraÃ«l ne crie : Assez.â?•

Une note explicative au projet de loi souligne quâ??il y aurait aussi des mesures prises contre les conditions de dÃ©tention soi-disant â??tout confortâ?•.

La derniÃ¨re initiative des lÃ©gislateurs israÃ©liens intervient dans le contexte des rÃ©centes attaques israÃ©liennes contre les prisonnier.es politiques palestinien.nes, particuliÃ¨rement suite Ã lâ??Ã©vasion du Tunnel de la LibertÃ© de 2021, par lequel six dÃ©tenus palestiniens se sont Ã©chappÃ©s de Gilboa, cÃ©lÃ¨bre prison israÃ©lienne de trÃ¨s haute sÃ©curitÃ©.

Lâ??expression institutionnelle â??Mort aux Arabesâ??

Lâ??objectif dÃ©clarÃ© du projet de loi est de â??tuer le terrorisme dans lâ??Å?uf et de crÃ©er une dissuasion forte,â?• comme le prÃ©cise la note explicative de la premiÃ¨re lecture.

Lors de la rÃ©union du 1er Mars Ã la Knesset, le ministre israÃ©lien de la sÃ©curitÃ© nationale, Itamar Ben-Gvir, a exprimÃ© son soutien au projet de loi, stipulant que â??cette loi nâ??Ã©radiquerait pas complÃ¨tement la terreur, mais que ce chÃ¢timent est moralement justifiÃ©.â?•

Nombre dâ??institutions internationales et de gouvernements ont rÃ©pondu Ã ce rÃ©cent projet de loi par la dÃ©rision, contestant le raisonnement selon lequel une telle loi dissuaderait quelque action de la part des Palestinien.nes.

Le porte-parole pour les affaires Ã©trangÃ¨res de lâ??Union EuropÃ©enne, Peter Santo, a dÃ©clarÃ© au *Times of Israel* que le projet de loi reprÃ©sente â??un chÃ¢timent cruel et inhumain, ce qui constitue un dÃ©ni inacceptable de la dignitÃ© et de lâ??intÃ©gritÃ© humaine, qui ne permet pas dissuader de perpÃ©trer des crimesâ?•. Le gouvernement allemand, quant Ã lui, a publiÃ© des communiquÃ©s suggÃ©rant que les relations avec IsraÃ«l sâ??en trouveraient nÃ©gativement affectÃ©es si la loi passait.

Des organisations de dÃ©fense des droits humains, des experts de lâ??ONU, ainsi que des reprÃ©sentants lÃ©gaux ont appeler Ã faire pression sur IsraÃ«l pour ne pas adopter la loi sur la peine de mort, insistant sur le fait que le projet de loi ne concerne que les Palestinien.nes et ce, Ã dessein.

Bien que ce projet de loi reprÃ©sente un Ã©vÃ¨nement, il nâ??est cependant que lâ??expression institutionnelle dâ??une politique *de facto* qui existe depuis des annÃ©es, particuliÃ¨rement avec la rÃ©surgence dâ??exÃ©cutions extrajudiciaires de Palestinien.nes lors de lâ??OpÃ©ration Briser la Vague de 2022, et Ã©galement bien avant celle-ci. Ces meurtres sont dÃ©crits comme des exÃ©cutions ou des â??liquidationsâ?• car ils sont souvent commis alors que les Palestinien.nes ne reprÃ©sentent que peu ou pas une menace Ã lâ??armÃ©e israÃ©lienne et reprÃ©sentent, en fait, une forme de dissuasion.

Lors de la RÃ©volte Unitaire de 2021, les Palestinien.nes de toute la Palestine ont fait face Ã une fÃ©rocitÃ© ravivÃ©e de la violence coloniale protÃ©gÃ©e par un systÃ¨me dâ??impunitÃ© bien rodÃ©. Des foules de colons israÃ©liens appelaient publiquement Ã tuer les Palestinien.nes.

â??*Mavet La-Aravim*â?• (â??Mort aux Arabes,â?• en hÃ©breux) est devenu un slogan rÃ©pandu Ã JÃ©rusalem contre les Palestinien.nes ayant la citoyennetÃ© israÃ©lienne.

Ã?a aussi ce nâ??est pas nouveau. En 2014, des colons israÃ©liens ont manifestÃ© avec ce slogan. Ã? JÃ©rusalem, il a mÃªme Ã©tÃ© traduit en actes : des colons ont kidnappÃ© le jeune Muhammad Abu Khdeir, 14 ans, et lâ??ont brÃ»lÃ© vif.

Lâ??intensitÃ© des provocations contre les Palestinien.nes est particuliÃ¨rement forte pour les Palestinien.nes ayant la citoyennetÃ© israÃ©lienne ou le statut de JÃ©rusalÃ©mite.

En lanÃ§ant lâ??opÃ©ration Briser la Vague lâ??annÃ©e passÃ©e, cette campagne de provocations et dâ??attaques par les colons sâ??est transformÃ©e en une vÃ©ritable campagne militaire. Lâ??annÃ©e 2022 est alors vite devenue lâ??annÃ©e la plus meurtriÃ¨re pour les Palestinien.nes en Cisjordanie et Ã JÃ©rusalem depuis que lâ??ONU a commencÃ© Ã y compter les pertes palestiniennes en 2005.

Contextualiser le projet de loi sur la peine de mort

Il existe un principe international fondamental lorsquâ??un Ã©tat occupant dÃ©tient des prisonnier.es politiques lors de conflits armÃ©s, il est que ces prisonnier.es conservent des droits humains fondamentaux tout au long de leur dÃ©tention.

â??Aucun.e prisonnier.e ne peut Ãªtre sujet.te Ã , et tou.tes les prisonnier.es doivent Ãªtre protÃ©gÃ©.es de, la torture ou tout autre chÃ¢timent ou traitement cruel, inhumain ou dÃ©gradant,â?• souligne lâ??Ensemble des rÃ¨gles minima pour le traitement des dÃ©tenus. Lâ??article poursuit avec â??aucune circonstance, quelle quâ??elle soit, ne peut Ãªtre invoquÃ©e comme une justification.â?•

En permettant lâ??exÃ©cution judiciaire de ces personnes, le projet de loi constitue une infraction Ã leurs droits les plus fondamentaux.

Mais la violation des droits des prisonnier.es nâ??est, elle aussi, pas nouvelle, et le Mouvement des Prisonnier.es Palestinien.nes se mobilise contre Ã§a depuis des dÃ©cennies, aux cÃ´tÃ©s de la rÃ©sistance palestinienne dans son ensemble.

La derniÃ¨re fois que la Knesset israÃ©lienne avait tentÃ© de faire voter la peine de mort Ã©tait en 2018. Le ministre israÃ©lien de la sÃ©curitÃ© publique de lâ??Ã©poque, Gilad Erdan, avait plaidÃ©

pour que les conditions des dÃ©tenu.es politiques palestinien.nes soient rÃ©duites Ã leur strict minimum. Le projet de loi avait passÃ© une lecture prÃ©liminaire avec un vote Ã 52 en faveur et 49 contre.

Dans une confÃ©rence de presse de 2019, le Ministre avait dÃ©clarÃ© que â??la fÃªte est finie,â?• et que les standards des prisons israÃ©liennes seraient revus Ã la baisse afin de â??dissuader le terrorisme.â?•

Moins de trois semaines aprÃ¨s que Erdan ait donnÃ© son feu vert pour la rÃ©pression des prisonnier.es par les Services PÃ©nitentiaires IsraÃ©liens en Janvier 2019, les forces israÃ©liennes ont fait une rafle dans la prison dâ??Ofer et ont blessÃ© plus de 100 dÃ©tenus, en mettant le feu Ã trois cellules.

Aujourdâ??hui Erdan est le reprÃ©sentant permanent dâ??IsraÃ«l au Nations Unies, il dÃ©clare que les dÃ©tenu.es retournent vers le â??terrorismeâ?• une fois libÃ©rÃ©.es, et que donc â??la dÃ©tÃ©rioration des conditions de vie des terroristes est nÃ©cessaire, Ã la fois pour dissuader et pour remplir notre devoir moral envers les victimes de la terreur et leurs familles.â?•

En dâ??autres termes, Erdan plaide pour que les dÃ©tenu.es palestinien.nes soient puni.es pour toutes les actions quâ??ils ou elles *pourraient* commettre aprÃ¨s leur libÃ©ration.

En rÃ©ponse Ã lâ??intensification des attaques contre les dÃ©tenu.es ces cinq derniÃ¨res annÃ©es, les prisonnier.es ont appelÃ© Ã un Ã©tat dâ??urgence et Ã la dÃ©sobÃ©issance collective Ã lâ??intÃ©rieur des prisons, par des grÃ¨ves de la faim, la mise Ã feu de cellules, le refus de se lever lors des contages ou encore de se rendre aux audiences.

En FÃ©vrier dernier, la Knesset a approuvÃ© une lecture prÃ©liminaire dâ??un projet de loi qui prive les dÃ©tenu.es palestinien.nes de traitements mÃ©dicaux, lÃ©galisant leur lente mise Ã mort par la nÃ©gligence mÃ©dicale.

â??Les autoritÃ©s dâ??occupation continuent dâ??ignorer tout ce qui a Ã©tÃ© approuvÃ© par le systÃ¨me international, sans aucune inquiÃ©tude,â?• sâ??indigne Qaddura Fares, le directeur de la SociÃ©tÃ© des Prisonnier.es Palestinien.nes en rÃ©ponse au projet de loi contre les traitements mÃ©dicaux aux dÃ©tenu.es.

â??Et dans le plus grand silence international,â?• poursuit Fares, â??les autoritÃ©s dâ??occupation continuent dâ??inventer des lois racistes qui, Ã premiÃ¨re vue, nâ??affectent que les Palestinien.nes, mais qui en rÃ©alitÃ© affectent toute lâ??humanitÃ©.â?•

Trad. L.G pour lâ??Agence MÃ©dia Palestine

Source : Mondoweiss

date crÃ©Ã©e
2023/03/09